

Aubervilliers, le 20 mars 2025

Une mortalité infantile plus élevée en France que chez ses voisins

Alors que l'espérance de vie progresse et que la mortalité des plus âgés recule, notre pays connaît une stagnation préoccupante de la mortalité infantile. En 2022, la France apparaît comme le 23^e Etat sur les 27 au sein de l'Union européenne en termes de mortalité infantile, un indicateur clé de la qualité des soins périnataux et des politiques de santé publique, une chute marquée par rapport aux années 1990, où elle figurait parmi les pays les mieux classés. L'analyse de Magali Barbieri, Directrice de recherche à l'Ined, publiée dans la Conjoncture démographique de l'Ined, met en évidence cette tendance et interroge les implications sur les politiques de santé publique.

Une mortalité infantile qui ne diminue plus

Longtemps un modèle en matière de santé périnatale, la France voit aujourd'hui sa position reculer de façon inquiétante. Alors que la tendance demeure à la baisse chez ses voisins européens, la mortalité infantile stagne dans l'Hexagone. En 2022, le taux de mortalité infantile (mortalité pendant la première année de vie) atteignait 4,5‰ chez les garçons et 3,7‰ chez les filles pour toute la France (4,3‰ et 3,6‰ en France métropolitaine), contre respectivement 3,5‰ et 3,0‰ en moyenne dans l'UE27. Une douzaine de pays européens affichent désormais des taux inférieurs à 3‰ (figure ci-dessous). En comparaison, la Suède affiche un taux de mortalité infantile de 2,5‰, soit presque deux fois inférieur à celui de la France. En l'espace de trente ans, la situation française s'est significativement dégradée. En 1990, la France était en tête du classement européen pour la survie des enfants. Vingt ans plus tard, elle occupait encore le 8^e rang pour les garçons et le 10^e rang pour les filles. En 2022, elle chute respectivement aux 24^e et 22^e places. Cette évolution est principalement due à une mortalité infantile qui ne diminue plus.

Une situation qui interroge

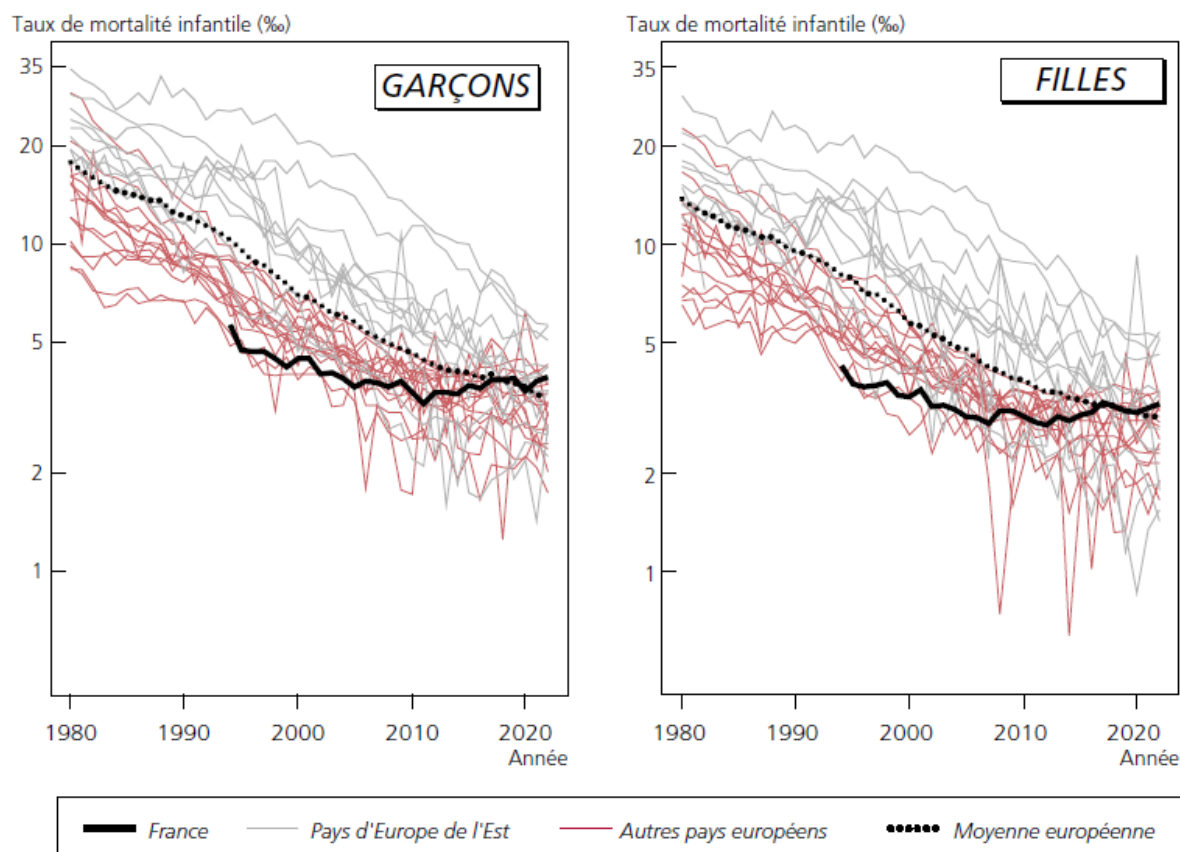
Si la France affiche de meilleurs résultats pour la mortalité des 15-25 ans, la stagnation du taux de mortalité infantile soulève des interrogations. Si une étude récente suggère que des changements de définition concernant les naissances vivantes ont pu en partie contribuer à cette évolution défavorable, il semble que d'autres facteurs soient également en cause. Facteurs médicaux et état de santé des mères, inégalités territoriales et sociales d'accès aux soins, qualité de la prise en charge : plusieurs hypothèses doivent être explorées pour comprendre et enrayer cette évolution.

Paradoxalement, les progrès récents de la néonatalogie pourraient aussi contribuer à expliquer la stagnation de la mortalité infantile, qui est essentiellement due à l'augmentation de la mortalité pendant la première semaine suivant la naissance. L'amélioration de la prise en charge des grands prématurés permet à certains nouveau-nés de survivre quelques heures ou jours avant de décéder, alors qu'ils auraient auparavant été considérés comme mort-nés, augmentant ainsi mécaniquement le nombre de décès enregistrés sans pour autant refléter une dégradation des soins.

Comme l'indique Magali Barbieri, Directrice de recherche à l'Ined : « Cette stagnation de la mortalité infantile en France contraste avec les progrès observés ailleurs en Europe et pose un véritable défi pour notre système de santé. »

L'Ined poursuit ses travaux afin d'analyser ces dynamiques et d'éclairer les décideurs sur les mesures à prendre pour améliorer la situation.

Taux de mortalité infantile (%) en France et dans les autres pays de l'Union européenne selon le sexe, 1980-2022 (échelle logarithmique)



Champ : France entière ; Union européenne dans ses frontières de 2023.

Source : Human Mortality Database ; Eurostat ; Insee (Division des études et enquêtes démographiques) ; calcul des auteur·es.

À propos des données

L'étude s'appuie sur plusieurs sources statistiques : l'INSEE pour les données françaises, [Eurostat](#) pour les comparaisons européennes, et la [Human Mortality Database \(HMD\)](#) pour des séries longues harmonisées sur 41 pays. Les données d'Eurostat, bien que précieuses, manquent parfois de détails, justifiant le recours à l'INSEE et à la HMD. Les séries de l'INSEE proviennent du [Bilan démographique](#) et de la [Situation démographique de la France](#), tandis que la HMD assure une comparabilité optimale des indicateurs grâce à des méthodes harmonisées.

Pour en savoir plus, consultez l'article publié dans la revue Population 2024/1 Vol. 79 :

Didier Breton, Nicolas Belliot, Magali Barbieri et al., 2024, [L'évolution démographique récente de la France : Une position singulière dans l'Union européenne](#), *Population* (édition française) 79: [1-85]

La revue Population, éditée par l'Ined, est une revue scientifique référencée par les instances d'évaluation, dont l'objectif est de garantir la qualité et l'intégrité de la recherche scientifique publiée. L'intégralité des articles sont gratuitement accessibles depuis le [site de l'Ined](#).

- Pour vous inscrire à la lettre mensuelle sur les actualités de l'Ined, [cliquez ici](#)
- Pour vous inscrire à la lettre mensuelle sur les publications scientifiques de l'Ined, [cliquez ici](#)
- Pour consulter tous nos communiqués de presse, [cliquez ici](#)

À propos de l'Ined :

Fondé en 1945, l'Institut National d'Études Démographiques (Ined) est un organisme public de recherche ayant pour missions l'étude des populations sous tous leurs aspects, la diffusion des connaissances produites dans ces domaines et la formation à la recherche. L'appartenance disciplinaire des chercheur·e·s de l'Ined est variée : démographie bien sûr mais aussi sociologie, économie, histoire, géographie, statistique ou épidémiologie. Une part importante de la recherche porte sur la France, mais de nombreux travaux s'intéressent à d'autres aires géographiques. L'Ined a ainsi une longue tradition de recherches sur les Suds.

www.ined.fr

Contact presse : service-presse@ined.fr | +33 (0)1 56 06 57 04

Suivez-nous :   